

Engagement politique des femmes de la commune urbaine de Kaya : entre socialisation et stratification sociale

Ragnangnéwendé SAWADOGO^{1*}

Lydia ROUAMBA²

Désiré Boniface SOME¹

Résumé

Au Burkina Faso, et particulièrement dans la commune urbaine de Kaya, des facteurs tels que la pauvreté, l'analphabétisme, les obligations familiales et les pesanteurs socioculturelles constituent des obstacles majeurs à l'engagement politique des femmes. Cependant, certaines d'entre elles parviennent à les surmonter et occupent des postes électifs et/ou nominatifs. Cette étude cherche à appréhender le lien entre l'engagement politique des femmes, leur socialisation et leur appartenance à différentes positions sociales. La méthodologie repose sur une revue de littérature, une collecte de données qualitatives et l'observation sur le terrain. Pour la collecte des données, des entretiens ont été réalisés à partir d'un échantillon sélectionné de manière raisonnée.

Il ressort de notre recherche que l'engagement politique des femmes dans la commune urbaine de Kaya est influencé par des facteurs liés à leur socialisation ainsi qu'à leur strate d'appartenance sociale.

Mots clés : Burkina Faso, Kaya, femmes, engagement politique, stratification sociale.

Political engagement of women in the urban commune of Kaya: between socialization and social stratification

Abstract

In Burkina Faso, and particularly in the urban municipality of Kaya, family obligations, poverty, illiteracy and socio-cultural constraints constitute, among other things, obstacles to women's political engagement. Despite these obstacles, some of them are engaged in politics and occupy nominated and/or elected positions. Through this study, we wanted to understand the relationship that exists between women's political engagement, their socialization and their « social classes ». The methodological approach is based on the literature review, the qualitative data collect, and observation. It was implemented in the field with a sample of informants

¹ Université Joseph-KI-ZERBO, Ouagadougou, Burkina Faso.

² Institut des sciences des sociétés (INSS)- Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST), Ouagadougou, Burkina Faso.

*Auteur correspondant : Ragnangnéwendé SAWADOGO, E-mail :

ragnangnewende126@gmail.com, ORCID : <https://orcid.org/0009-0000-5600-1377>

drawn by a reasoned choice. The results of our research show that women's political engagement in the urban municipality of Kaya is influenced by factors related to their socialization as well as their social stratum.

Keywords: Burkina Faso, Kaya, women, political commitment, social stratification.

Introduction

Au Burkina Faso, et particulièrement dans la commune urbaine de Kaya, la participation politique des femmes se présente à la fois comme un défi et un espoir. Comme le souligne C. CESARI (2021), « être femme » renvoie encore à un assujettissement marqué par des normes sociales et culturelles qui effacent le féminin au profit du masculin. Dans le même esprit, L. ROUAMBA et F. DESCARRIES (2010) rappellent que les causes de la sous-représentation des femmes africaines dans la sphère politique sont multiples : physiologiques, psychologiques, historiques, socioculturelles et économiques. En effet, d'abord parmi les facteurs physiologiques, certains auteurs évoquent l'absence du pénis chez la femme. Ensuite, parlant des facteurs socioculturels, L. ROUAMBA et F. DESCARRIES font référence aux outils de socialisation (les discours religieux, les médias, les publicités, les jeux vidéo) qui contribuent à exclure les femmes de la sphère publique. A cela s'ajoutent les pratiques sociales (interdiction de s'exprimer en public ou d'avoir une opinion contraire à celle de son époux).

Et pourtant, la participation politique des femmes est essentielle à tout processus de développement humain durable. C'est dans cette optique que L. ROUAMBA et F. DESCARRIES(2010) font remarquer que la citoyenneté politique a été reconnue aux femmes burkinabè dès 1956, avec l'adoption de la loi-cadre instaurant le suffrage universel dans les colonies françaises. Depuis, plusieurs voix ont souligné la nécessité de renforcer leur implication dans la gouvernance. Selon J. KI-ZERBO (2003), les femmes peuvent contribuer à un changement positif du monde. Quant à A. K. JOHNSON (s.d.), il estime que « la participation des femmes aux prises de décisions politiques est à l'évidence l'un des enjeux prioritaires de la lutte pour plus d'égalité, perçue aujourd'hui comme une exigence du développement ». Dans le même sens, pour J. VOKOUMA (2022 : 4), « face aux défis auxquels le pays est confronté, il n'y a pas un sexe plus habilité qu'un autre pour apporter des solutions idoines aux maux qui minent le Burkina Faso aujourd'hui ». Déjà, dans son discours d'orientation politique,

prononcé en 1983, Thomas SANKARA avait montré la nécessité d'impliquer les femmes dans tous les domaines de la vie pour une société prospère et épanouie. A ce propos, il a déclaré :

Les femmes soutiennent l'autre moitié du ciel. Forger une nouvelle mentalité chez les femmes voltaïques qui leur permette d'assumer la responsabilité du destin du pays aux côtés des hommes est l'une des tâches essentielles de la révolution. Il en va de même de la transformation à opérer dans l'attitude des hommes envers les femmes. Jusqu'à présent, les femmes ont été exclues du domaine de la prise de décision. La révolution, en confiant des responsabilités aux femmes, crée les conditions pour déclencher l'initiative de lutte contre les femmes. Dans le cadre de sa politique révolutionnaire, le CNR travaillera à mobiliser, organiser et unir toutes les forces dynamiques de la nation, et les femmes ne seront pas en reste. ³

De l'analyse des propos du président Thomas SANKARA, il ressort que les femmes représentent l'une des forces dynamiques de la nation. Par conséquent, non seulement elles seront désormais responsables au même titre que les hommes, mais elles travailleront également de concert avec eux afin de changer positivement le destin du pays. Et cela passe nécessairement par un changement de mentalités tant chez les femmes que chez les hommes.

Dans la perspective de renforcer les droits sociopolitiques et économiques des femmes, des instruments juridiques de protection et de promotion ont été adoptés en leur faveur au triple plan international, régional africain et national. Au titre de ces instruments juridiques, on peut mentionner la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF), le Protocole de Maputo, ainsi que plusieurs acquis institutionnels et stratégiques tels que la création de ministères de promotion de la femme, en charge du genre, des politiques et stratégies sectorielles, l'instauration de quotas en vue d'un meilleur positionnement des candidatures féminines aux élections.

Cependant, le Président Thomas SANKARA précise : « c'est aux femmes elles-mêmes de faire valoir leurs revendications et de se mobiliser pour les gagner. » Ici, le Président Thomas SANKARA rappelle que malgré les efforts déployés au plan politique et juridique

³ *Discours d'orientation politique de Thomas SANKARA, prononcé le 2 octobre 1983.*

pour soutenir l'engagement, l'autonomisation et la promotion des femmes, il leur appartient de se battre pour le respect de leurs droits. Car, il ne sera pas possible de faire le bonheur d'une personne sans son implication. Saisissant au mot cette adresse de Thomas SANKARA, les femmes se sont mobilisées pour s'engager dans les associations et ONG, afin de faire entendre leurs voix. Ainsi, parmi ces structures associatives, figure la Coalition burkinabè pour les droits de la femme (CBDF), qui regroupe plusieurs organisations féminines, dont l'Association des femmes élues du Burkina (AFEB). (L. ROUAMBA : 2015).

Malgré ces efforts, les avancées demeurent limitées. Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), les femmes représentaient 12,6 % des députés en 2019. Cette tendance quantitative relative à la représentativité des femmes va se poursuivre jusqu'en 2021. Au niveau de l'exécutif, les dynamiques qui s'observent sont les suivantes : 21,9% en 2020 et 24% en 2021. Le quota genre de 30 % dans les instances dirigeantes n'est donc toujours pas atteint. ⁴

À l'instar d'une tendance d'ensemble au plan national estimée à moins de 25%, la commune urbaine de Kaya illustre bien cette sous-représentation des femmes dans les sphères de décision. De 1960 à 2016, soit pendant 56 ans, la mairie de Kaya a été dirigée exclusivement par des hommes. Le taux de conseillères municipales est passé de 35,66 % en 2006 à 27,16 % en 2013, puis à 15,75 % en 2016. En 2018, une femme a toutefois été nommée première adjointe au maire. Cette faible progression s'explique par plusieurs facteurs. Selon Annick Laurence KOUSSOBE, citée par Baromètre Afrique (2024), la participation des jeunes filles à la vie politique reste limitée par des obstacles culturels et sociaux. Pour J. VOKOUMA (2022), les femmes continuent d'assumer les charges domestiques, quel que soit leur niveau d'instruction ou leur situation socio-économique ; ce qui réduit leur disponibilité à s'investir politiquement.

⁴ Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2022, *Tableau de bord de la gouvernance, Ouagadougou*.

Cependant, certaines femmes parviennent à surmonter ces obstacles et à s'engager activement dans la sphère politique. D'où l'intérêt de s'intéresser à ces facteurs sociaux qui conditionnent ou favorisent cet engagement. Ainsi, la présente recherche s'efforcera de comprendre comment la socialisation et la position sociale influencent l'engagement politique des femmes dans la commune urbaine de Kaya ?

Dès lors, l'objectif de cet article est de cerner les dynamiques et les mécanismes sociaux qui interviennent dans la construction de l'engagement politique féminin. Il s'agira d'analyser à la fois les processus de socialisation et les effets des appartenances sociales. Ces deux dimensions complémentaires constituent des leviers majeurs dans la trajectoire politique des femmes dans la commune de Kaya.

Structuré en trois parties, ce travail traitera de la méthodologie et présentera les résultats de cette recherche réalisée à Kaya. Enfin, une discussion sera engagée autour des spécificités propres à cette commune et qui galvanisent tant l'engagement politique des femmes au niveau local.

I. Méthodologie de l'étude

Elle a consisté à faire une revue de littérature, une collecte de données qualitatives et l'observation sur le terrain. L'étude a été conduite dans la commune urbaine de Kaya, durant les mois de juin et juillet 2021. Un guide d'entretien a été élaboré pour assurer la collecte des données. Au regard du contexte national marqué par la suspension des activités des partis politiques, nous avons eu recours à des facilitatrices et à des facilitateurs pour nous aider à entrer en contact avec les femmes leaders dans la confiance, afin de réaliser sereinement les entretiens. Les entretiens individuels ont été menés en français et en langue nationale *moore*. ⁵Ainsi, des entretiens ont d'abord été réalisés avec des militantes, en particulier les membres des bureaux des coordinations communales, provinciales et régionales. Pour joindre les militantes engagées dans les partis politiques, nous avons bénéficié de l'appui des responsables de ces partis. Des

⁵ *Mooré : langue nationale, parlée au Burkina Faso et dans la commune urbaine de Kaya.*

entretiens ont également été conduits avec des responsables coutumiers et religieux, en ville comme dans les villages.

Concernant les structures d'accompagnement notamment les services étatiques, les ONG et associations, l'obtention des rendez-vous a nécessité plusieurs semaines. Tous les entretiens ont été enregistrés, avec l'accord des personnes interrogées, à l'aide d'un Smartphone. Les propos recueillis ont été intégrés au texte sous forme d'extraits afin d'étayer l'analyse. Au total, l'enquête a porté sur un échantillon de 65 personnes, composé de 39 femmes et 26 hommes.

II. Résultats

Cette recherche a mis en lumière le rôle déterminant de la socialisation et de la stratification sociale dans l'engagement politique des femmes dans la commune de Kaya. Selon F. LEBARON (2009), la socialisation est le processus par lequel les individus intègrent des dispositions culturelles à agir, sentir et penser, issues de leur environnement social. Elle n'est donc pas d'ordre biologique. La socialisation primaire, qui a lieu pendant la petite enfance, joue un rôle essentiel dans la transmission des valeurs, souvent de façon inconsciente. Dans cette logique, la famille constitue un cadre fondamental de l'engagement politique. Quant à la socialisation secondaire, elle se définit comme étant un processus permettant à l'individu d'acquérir des normes, des valeurs spécifiques. Les institutions scolaires et universitaires occupent une place centrale dans cette socialisation. A travers elle, l'individu apprend des rôles particuliers liés à la division du travail. C'est dans cette optique que J. ETIENNE et al. (2004 : 372) affirment : « La socialisation secondaire intervient à la fin de l'enfance et permet aux individus, dont la personnalité est déjà en grande partie constituée, de s'intégrer à des groupes particuliers : entreprise, association, parti politique, syndicat etc. L'intégration de l'individu dans ces « sous-mondes spécialisés » suppose en effet l'acquisition de normes et de valeurs spécifiques ainsi que l'apprentissage de rôles particuliers qui sont liés directement ou indirectement à la division du travail dans nos sociétés. »

Ces auteurs montrent à travers cette affirmation, que la socialisation secondaire occupe une place de choix dans l'engagement politique des femmes.

Les résultats de l'enquête sont présentés en trois points, qui sont les suivants :

- la socialisation primaire et l'engagement politique des femmes ;
- la socialisation secondaire et l'engagement politique des femmes ;
- la stratification sociale et l'engagement politique des femmes.

2.1. La socialisation primaire et l'engagement politique des femmes

L'enquête menée à Kaya a révélé que de nombreuses femmes politiques ont été influencées par les valeurs politiques transmises dans leur entourage familial. Plusieurs témoignages vont dans ce sens, à savoir : « je suis dans la politique grâce à ma famille d'origine. Mon père, ma mère, mes oncles sont tous des politiciens. J'ai hérité de la politique de mes parents, et plus particulièrement de mon oncle, avec qui j'ai grandi, en observant ce qu'il faisait et disait à propos de la politique. » ⁶

Ce propos montre clairement l'importance de l'environnement familial dans la construction des trajectoires politiques.

Une autre enquêtée précise :

Je suis née dans la politique. Mon mari m'a connue dans la politique. Je me souviens qu'avant notre mariage, un de mes tontons a dit à mon fiancé : « Tu vois, ta future femme est politicienne. Il ne faudrait pas qu'après le mariage tu lui interdisses de faire de la politique. » C'est peut-être de là que tout a commencé. ⁷

Ces déclarations mettent en évidence l'influence de la famille sur l'engagement politique des femmes, grâce à la transmission des valeurs. Plus les parents des femmes sont dans la politique, plus elles ont la chance d'être militantes.

D'autres engagements sont liés à des formes de transmission plus indirectes comme l'indique la déclaration ci-après: « c'est en aidant ma nièce à remplir ses papiers et en préparant ses meetings pendant les vacances que j'ai fini par m'engager ». ⁸

⁶ Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord

⁷ Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord

⁸ Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord

L'analyse du propos de cette militante montre que la participation des jeunes filles aux activités politiques menées par leurs parents constitue un facteur, voire un tremplin pour l'engagement politique des femmes.

Par ailleurs, plusieurs enquêtées mettent en avant des trajectoires similaires, comme l'illustre le témoignage suivant : « Je suis devenue militante grâce à mon père, un grand politicien que j'admirais depuis mon enfance. J'ai décidé de suivre ses pas, en commençant à militer dès ma classe de terminale. »⁹

Un autre témoignage indique que : « c'est en participant aux meetings organisés par mon père que j'ai pris goût à la politique »¹⁰

Ces affirmations montrent clairement que nombre de femmes politiques ont été influencées voire inspirées par leurs familles nucléaires comme élargies.

Des hommes confirment également cette influence familiale. L'un d'eux affirme : « la plupart des femmes engagées en politique viennent de familles politiquement actives, qu'il s'agisse de leurs parents, cousins ou oncles. Ma femme, par exemple, vient d'une famille politique. Même ses oncles maternels sont impliqués en politique. »¹¹

Les témoignages de cet homme confirment que la famille constitue un espace privilégié d'initiation à la politique.

De l'analyse des propos de tous les enquêtés, il ressort que la socialisation primaire occupe une place de choix dans l'engagement politique des femmes, car celle-ci initie les filles/femmes à la vie politique.

Comme le souligne M. HAUTVAL (2016 : 57), « comprendre les moyens d'action de la politisation familiale passe par l'examen du niveau de politisation des membres de la famille [...] et de la légitimité de cette politisation au sein de la cellule familiale. » Elle cite également Sébastien Michon, pour qui la socialisation politique familiale repose sur les discussions au sein du foyer. De même, G. DERVUILLE et S. PIONCHON (2005 : 63) notent que la socialisation précoce façonne différemment les perspectives de vie des filles et des garçons.

⁹ *Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord*

¹⁰ *Idem, ibidem, Kaya, Centre-Nord.*

¹¹ *Idem, ibidem, Kaya, Centre-Nord.*

P. I. Z. L. ROUAMBA (2011 : 205) insiste sur le rôle de la socialisation familiale dans la formation des attitudes politiques féminines, en soulignant l'importance de la responsabilisation et de la confiance accordée aux filles. M. MONTOUSSE et G. RENOUARD (2012) ajoutent que les valeurs politiques se transmettent des parents aux enfants. A. MUXEL (2015), enfin, montre que le contexte familial influence fortement l'apprentissage politique et les choix électoraux.

2.2. La socialisation secondaire et l'engagement politique des femmes

L'enquête a également révélé que le parcours scolaire joue un rôle déterminant dans l'engagement politique des femmes. Plusieurs militantes ont témoigné que leur scolarisation, leurs expériences en milieu scolaire ou associatif les ont préparées à s'engager. « Je ne connaissais rien à la politique, mais parmi les femmes candidates, j'étais la seule à avoir le BEPC, ce qui m'a permis de devenir conseillère. » ¹²

L'analyse du propos de cette femme montre clairement que les connaissances acquises à l'école constituent un facteur non négligeable à l'engagement politique des femmes.

Une autre femme leader apporte les précisions suivantes : « à l'école primaire, notre maître traitait tous les élèves de la même manière. J'ai été élue déléguée plusieurs fois. Cette expérience m'a appris à m'exprimer, et c'est ce qui m'a conduite vers la politique. ¹³»

Le propos de cette dernière montre que l'école, à travers l'éducation sensible au genre ouvre les portes à l'engagement politique des femmes.

Le témoignage précédent est renchéri par une autre affirmation qui rapporte que : « c'est au lycée, avec le parlement des enfants, que j'ai appris à mener une campagne. Mon engagement dans les associations étudiantes a renforcé mon envie de faire de la politique. ¹⁴»

D'un niveau post-primaire, l'auteure de ce discours reconnaît l'important rôle que le parlement des enfants a joué dans son émancipation politique. De même, elle reconnaît que la participation

¹²Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord

¹³ Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord

¹⁴ Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord

aux activités des associations scolaires a été un tremplin pour son engagement politique.

L'analyse de ces propos montre que l'école joue un double rôle : elle transmet des compétences et des savoirs, mais aussi une culture de la participation. L'implication dans des associations étudiantes, les discours sur l'égalité ou la prise de responsabilité en classe ont permis à plusieurs femmes d'acquérir la confiance nécessaire pour développer leur leadership et s'engager dans la vie publique.

Les propos d'un homme, responsable de parti, confirment cette analyse : « beaucoup de nos militantes viennent des mouvements d'étudiants comme l'AEEMB¹⁵ ou la JEC¹⁶. »¹⁷

Ces observations rejoignent les analyses de P. I. Z. L. ROUAMBA (2011), pour qui le parcours scolaire a été crucial dans le développement de la confiance en soi de nombreuses femmes. Elle insiste sur l'importance des structures associatives scolaires comme lieux d'apprentissage politique. J. BALLINGTON (2008) notent également que les mouvements étudiants ont favorisé l'engagement de nombreuses femmes. M.K. JENNINGS et al. cités par M. HAUTVAL (2016), insistent sur l'impact des cours d'instruction civique et de la participation aux activités scolaires sur le développement d'une conscience politique. D.GAXIE (1978) considère enfin que l'école fournit le vocabulaire et les outils conceptuels nécessaires pour comprendre les enjeux politiques et s'y engager.

2.3. La stratification sociale et l'engagement politique des femmes

L'enquête montre que, dans plusieurs cas, les femmes s'engagent en politique grâce au statut social de leurs proches : maris, parents, beaux-parents, etc. La preuve d'un tel résultat apparaît dans le témoignage d'une enquêtée qui s'exprime ainsi qu'il suit : « je suis devenue conseillère grâce à mon mari, chef de village. Il a usé de son influence pour que mon nom soit inscrit. »

Les propos de cette femme montrent bien l'influence du statut social dans l'engagement politique des femmes. Elle reconnaît avoir profité du statut de son mari (chef du village), pour être élue conseillère.

¹⁵ AEEMB : Association des Elèves et Etudiants Musulmans du Burkina.

¹⁶ Jeunesse Etudiante Catholique

¹⁷ Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord

Au-delà de l'éducation, une femme leader alerte sur un autre déterminant très important : « j'ai fréquenté l'école, mais cela ne suffit pas. Au Burkina, si vous venez d'une famille royale, vous êtes bien partie. Moi je suis princesse, et mon mari est un CVD ¹⁸ »

Dans l'argumentaire ci-après, une leader locale explique comment la stratification sociale influence le positionnement des candidatures : « Je suis analphabète et je ne voulais pas faire de politique, mais c'est grâce à la position sociale de ma belle-famille, notamment mon beau-père chef de terre, que j'ai été choisie. »¹⁹

Cet argumentaire montre de façon claire que la position sociale des parents de la femme influence son engagement politique. Plus elle appartient à une famille de dignitaires, plus elle a la chance d'être élue.

Une autre femme politiquement engagée à Kaya poursuit en disant : « je ne connais ni lire ni écrire. Je suis dans la politique grâce à ma belle-mère, qui était militante de l'ODP/MT²⁰. C'est elle que j'ai remplacée. » ²¹

Les propos de cette dernière montrent que les connaissances scolaires ne garantissent pas l'engagement ou l'enracinement politique des femmes. Pour certaines, l'héritage politique y occupe une place importante. Pour d'autres, l'appartenance à une famille influente sur le plan sociopolitique, est un facteur puissant. Le témoignage suivant illustre davantage cela : « mon père est un chef de village. C'est lui qui m'a fait inscrire sur la liste des candidats. » ²²

De ce qui précède, il ressort que le capital social, notamment lié aux structures coutumières (chefferie, lignage, ancienneté), reste un socle déterminant dans l'accès des femmes à la politique. En confirmant cette tendance en politique à Kaya, un responsable religieux soutient : « ici, les femmes engagées que nous connaissons sont issues de familles influentes : familles royales, chefs de terre, ou anciens politiciens. ²³»

¹⁸ *Conseiller Villageois de Développement*

¹⁹ *Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord*

²⁰ *Organisation pour la Démocratie Populaire/Mouvement du Travail*

²¹ *Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord*

²² *Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord*

²³ *Collecte de données qualitatives, 14 Juin 2021, Kaya, Centre -Nord*

Cette réalité s'accorde avec l'analyse de M. HAUTVAL (2016), pour qui la politisation est socialement distribuée, les individus issus de milieux favorisés étant les plus enclins à s'engager. Dans plusieurs cas, l'influence de la chefferie traditionnelle se manifeste directement dans le choix des candidates. Ces autorités, dotées d'un pouvoir symbolique, économique et politique jouent un rôle crucial dans la mobilisation des électeurs. C'est pourquoi les leaders politiques cherchent souvent à s'allier avec la chefferie traditionnelle, dans une logique stratégique.

Comme le rappelle S. MICHON, cité par M. HAUTVAL (2016 : 52), « la propension à s'intéresser au fonctionnement du champ politique, à participer à la politique ou à exprimer une opinion n'est pas distribuée au hasard de la population : elle reflète la stratification sociale des sociétés. ».

III. Discussion

Les données qualitatives collectées et traitées, mises en relation avec les faits observés sur le terrain à Kaya, montrent très bien que la socialisation joue un rôle clé dans l'engagement politique des femmes au niveau local. En la matière, M. HAUTVAL (2016) avance que la politisation des individus et des femmes en particulier, peut se concrétiser à travers leur participation active à la vie politique. D.GAXIE (1978) ajoute que l'école constitue un moyen essentiel pour acquérir les outils nécessaires à la compréhension des enjeux politiques.

Les faits observés sur le terrain montrent que les femmes politiquement engagées dans la commune urbaine de Kaya affichent un niveau d'instruction qui varie du primaire au supérieur. Cependant, bien que cette hypothèse semble recevable, il est intéressant de noter que certaines des femmes ayant obtenu les meilleurs résultats scolaires dans la commune ne sont pas engagées publiquement en politique. Cela démontre que, bien que le niveau d'instruction soit un facteur qui favorise l'engagement, il ne constitue pas à lui seul une explication suffisante. En effet, il ne faut pas présumer que l'éducation garantit un engagement politique direct et immédiat.

En ce qui concerne l'appartenance à une strate sociale, cette hypothèse se vérifie également. M. HAUTVAL (2016) soutient que les individus issus de familles de classes sociales supérieures sont généralement

plus politisés que ceux provenant de milieux moins favorisés. Cette idée est également appuyée par S. MICHON cité par M. HAUTVAL (2016), qui estime que la propension à s'intéresser à la vie politique reflète assez largement la stratification sociale des sociétés. L'étude de L. BARGEL (2005) confirme également ce lien entre classe sociale et engagement politique. K. MARX (1852), dans *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*, soutient que l'appartenance sociale détermine la conscience de classe, ce qui justifie la lutte des classes. Toutefois, nous avons observé que certaines femmes, issues de toutes les strates sociales, ne s'intéressent guère à la politique, voire la redoutent.

C'est de l'avis de P. I. Z. L. ROUAMBA (2011 : 250) quand elle soutient :

L'analphabétisme constitue l'une des grandes barrières à l'accès des femmes au pouvoir politique. Des hommes analphabètes, comme nous l'avons vu, arrivent au niveau local à se faire élire maire, puis s'entourent de conseillers instruits. Pour les femmes, ne pas savoir lire et écrire en français leur laisse peu de chances pour briguer des mandats électifs.

Un autre facteur décisif pour l'engagement politique des femmes, identifié lors de l'enquête de terrain, est l'insuffisance des ressources financières. Cette contrainte représente un réel obstacle pour celles qui ambitionnent de faire carrière en politique. En effet, comme le souligne P. I. Z. L. ROUAMBA (2011), le manque de ressources financières constitue un frein majeur pour de nombreuses femmes, malgré leur désir de s'investir dans la politique.

Si l'engagement politique des femmes est largement influencé par leur socialisation et leur appartenance à une classe sociale, les résultats des recherches qualitatives menées à Kaya mettent également en évidence des situations plus contrastées. En effet, Kaya est un espace culturel *moaga* où la coutume et les traditions rappellent généralement que « *pag la yiri* »²⁴, ce qui contribue à rendre l'engagement politique des femmes difficilement conciliable avec le mariage. Toutefois, dans ce contexte normatif contraignant, certaines familles, parfois en lien avec des leaders locaux (chefs de villages, chefs de terres, etc.), jouent un rôle protecteur et d'accompagnement en soutenant la candidature des femmes et en sensibilisant les futurs maris afin qu'ils n'entravent pas

²⁴ *La place de la femme, c'est le cercle familial où elle a le devoir de prendre soin de la famille.*

leur engagement après le mariage. C'est notamment le cas de femmes issues de familles occupant des positions d'autorité locale, dont le soutien parental a facilité l'inscription sur les listes de candidature.

Cette étude montre ainsi que le mariage, souvent présenté comme un obstacle systématique à l'engagement politique des femmes, ne constitue pas un frein dans tous les contextes. Les résultats obtenus à Kaya révèlent un autre paradigme, fondé sur des principes culturels locaux susceptibles d'être analysés comme des bonnes pratiques favorables à l'émergence du leadership féminin. Cette dynamique renvoie à l'un des objectifs majeurs de la décentralisation, envisagée sous l'angle de la gouvernance de proximité, dans laquelle les hommes et les femmes, sans discrimination, participent au développement local en tant que citoyens et citoyennes.

Conclusion

Cette étude a permis de mettre en évidence les principales sources d'engagement politique des femmes dans la commune urbaine de Kaya, à savoir l'école et la famille. L'école, en particulier, constitue un vecteur clé pour l'engagement politique des femmes, en leur offrant leurs premières responsabilités en classe et en les impliquant dans des mouvements scolaires. Par ailleurs, la famille biologique comme la belle famille, en particulier lorsqu'elles sont marquées politiquement, s'avèrent être un terreau fertile pour l'engagement politique des femmes dans cette commune. Il apparaît que la majorité des femmes engagées en politique proviennent soit de familles traditionnellement politisées, soit de classes sociales privilégiées, telles que les familles royales ou celles des chefs de terre. Les sillages du pouvoir politique traditionnel demeurent ainsi un important bastion de positionnement pour les candidatures locales, en particulier celles des femmes.

Toutefois, si ces facteurs apparaissent déterminants, ils ne garantissent pas pour autant une réussite dans la carrière politique. En effet, la capacité intellectuelle, notamment la capacité de conviction, ainsi que les moyens financiers, sont des ressources indispensables pour accéder à des postes politiques influents.

Ainsi, la faible représentation politique des femmes dans la commune urbaine de Kaya montre la nécessité d'adopter une approche plus nuancée et diversifiée afin d'encourager leur participation politique.

En outre, cette situation appelle à une réflexion sur l'importance d'offrir aux femmes des outils et des opportunités qui leur permettront de surmonter les obstacles structurels et sociaux en vue d'accéder pleinement aux sphères de décisions politique, au-delà des seules dynamiques familiales et sociales.

Références bibliographiques

BALLINGTON Julie, 2008, *Egalité en politique : Enquête auprès de femmes et d'hommes dans les parlements* Rapports et documents n° 54, suisse(Genève), Union interparlementaire, suisse.

BARGEL Lucie, 2005, « la socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s. » nouvelles Questions Féministes. Vol.24,n°3 , Les logiques patriarcales du militantisme. <https://www.jstor.org/stable/40620323>.

CESARI Charlotte, 2021, *La place de la femme dans l'espace public en Corse et en Méditerranée*. Sociologie. Université Pascal Paoli.

DERVUILLE Grégory et al., 2005, *La femme invisible. Sur l'imaginaire du pouvoir politique*.

ETIENNE Jean et al., 2004, *Dictionnaire de sociologie*. Paris, HATIER.

GAXIE Daniel, 1978, « le cens caché Inégalités culturelles et ségrégation politique.» Paris : Le seuil. <https://shs.cairn.info>.

HAUTVAL Marie, 2016, *De la socialisation politique familiale à la socialisation universitaire : étude d'un processus continu auprès d'étudiants et d'étudiantes à l'Université Laval*, Mémoire de Maîtrise en science politique Maître ès arts (M.A.).Québec, Canada.

Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA International),2024, *Participation politique des femmes. Baromètre Afrique 2024.Deuxième édition, Stockholm, IDEA International*.

Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2022, *Tableau de bord de la gouvernance, Ouagadougou*.

JOHNSON Adjamagbo Kafui., (sans date) « Le politique est aussi l'affaire des femmes », Lomé, Centre de recherche d'information et de formation pour la femme (CRIFF), pp 62 -73.

KI-ZERBO Joseph, 2003, *A quand l'Afrique. ENTRETIEN de Joseph KI-ZERBO avec René HOLENSTE*, éd.de l'Aube.

LEBARON Frédéric, 2009, *Dictionnaire de Sociologie de A à Z 250 mots pour comprendre*, Dunod, Paris.

MARX Karl, 1852, « Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte. » NewYork, revue Die Revolution, 1^e édition.

Ministère de la promotion de la femme, 2006, *Plan d'action pour la promotion de la femme 2006-2010*, Ouagadougou.

Ministère de la promotion de la femme, 2009, *Politique national genre*, Ouagadougou.

MONTOUSSE Marc et RENOUARD Giles, 2012, *100 fiches pour comprendre la sociologie* édition Bréal, www.editions-breale.fr.

MUXEL Anne, 2018, « La politique dans la chaîne des générations. Quelle place et quelle transmission ? » SCIENCES PO, CEVIPOF, CNRS. Revue de l'OFCE, pp41.

ROUAMBA Lydia, 2015, « La transition au Burkina Faso : La société civile est-elle sensible au genre ? » Le journal en ligne Lefaso.net. <https://lefaso.net/spip.php?article63018>.

ROUAMBA Palingwindé Inès Zoé Lydia, 2011, *La participation des femmes à la vie politique au Burkina Faso (1957-2009)*, thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en sociologie. Université du Québec à Montréal.

ROUAMBA, Lydia et DESCARRIES Francine, 2010, « Les femmes dans le pouvoir exécutif au Burkina Faso (1957-2009). », Université Laval, Revue Recherches féministes, n°1, Volume 23.

SANKARA, Thomas, 2007, «THOMAS SANKARA PARLE. La révolution au Burkina Faso. 1983-1987 », 2^e édition Pathfinder 480P.

UNION INTERPARLEMENTAIRE, *Les femmes au parlement en 2018 : regard sur l'année écoulée*, 12p consulté le 21/01/2021 sur www.ipu.org/parline-H/parlinesearch.asp.

VOKOUMA Jocelyne, 2022, *Rôle des femmes dans la transition pour un retour à l'ordre constitutionnel*, NDI, Ambassade de Suède à Ouagadougou, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique(CNRST